



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK  
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME  
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Collectif  
des  
familles  
de  
disparu(e)s  
en  
Algérie

المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS  
المفقودون DISPARUS



## Soutien à Meryem Mehdi : pour le respect des libertés syndicales en Algérie

*Paris-Alger-Copenhague, le 04 février 2009. Le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), Sos Disparus, la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) et le Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) expriment leur profonde inquiétude face aux atteintes aux droits syndicaux en Algérie dans le contexte de la grève de la faim menée par Mme Meryem Mehdi depuis bientôt 60 jours.*

**Meryem Mehdi**, 42 ans et de nationalité algérienne, a été licenciée sans préavis en novembre 2009 de son poste de responsable des ressources humaines et des opérations au sein de la société British Gas, à Hassi Messaoud dans le Sud algérien. Estimant cette procédure abusive, Mme Mehdi saisit alors les services locaux de l'inspection du travail. N'étant pas parvenu à faire valoir ses droits, Meryem Mehdi a entamé le 10 décembre 2009 une grève de la faim.

A l'initiative de la section femme du SNAPAP, un Comité de soutien s'est formé autour de gréviste. Ce Comité de soutien rassemble les syndicats autonomes regroupés en Intersyndicale, des militants politiques et des associations de défense des droits humains, dont Sos Disparus. Le Comité mène des campagnes d'information, écrit aux instances de la British Gas, organise des rassemblements de soutien devant les ministères.

Lors d'un rassemblement organisé par le Comité de soutien devant le ministère du travail le 19 janvier dernier, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser violemment les manifestants. Le Secrétaire Général du SNAPAP, M. **Chikou Mourad** et la responsable de la section femme du SNAPAP, Mme **Ghozlane Nacera** ont été interpellés et retenus pendant plusieurs heures au commissariat, avec un autre manifestant. Le ministre du travail a finalement accepté de recevoir la délégation du Comité de soutien, tout en récusant sa légitimité. Les promesses formulées lors de cet entretien, selon lesquelles l'Etat interviendrait pour faciliter la réintégration de Meryem Mehdi, sont restées lettres mortes.

A l'heure actuelle, Meryem Mehdi poursuit sa grève de la faim et son état de santé se dégrade un peu plus chaque jour. Souffrant d'une bronchite pour la deuxième fois depuis le début de sa grève, elle refuse perfusion et médicament. Dans l'incapacité de se lever, elle souffre de très forts maux de tête, de courbatures dans tout le corps et son moral est au plus bas.

Le CFDA, Sos Disparus, la LADDH et le REMDH expriment leur entière solidarité avec Mme Mehdi et la lutte qu'elle mène pour faire valoir ses droits à réintégrer son poste au sein de la société British Gas.

Nos organisations demandent aux autorités algériennes de garantir les droits des travailleurs algériens sur son territoire ainsi que le libre exercice des libertés syndicales et la sécurité des syndicalistes, conformément à leurs engagements internationaux, et notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.